

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
4 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIFAULT Travaux Publics

Les alouettes
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2026-61-INSP-RAP-NG-TRIFAULT-TP-La-Bazoge
Code AIOT : 0006300512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement TRIFAULT Travaux Publics implanté Le Champ du Bouc Cornu 72650 La Bazoge. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIFAULT Travaux Publics
- Le Champ du Bouc Cornu 72650 La Bazoge
- Code AIOT : 0006300512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Bouc cornu exploitée par la société Trifault à la Bazoge est un gisement de pierres de "Roussard". Les matériaux extraits en blocs sont utilisés pour la restauration de bâtiments. Les autres peuvent être utilisés pour la réalisation de plate-forme et pour les plus fins, à l'enrobage des canalisations enfouies.

La surface autorisée de la carrière est 43 850 m² dont 32 000 m² dédiés à l'extraction. La production maximale de matériaux est de 10 000 t/an. La carrière est autorisée pour 20 années jusqu'en 2029.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite visite 18/10/2022 - Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Suite visite du 24/09/2024 - Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Suite visite du 24/09/2024 - Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Suite visite du 24/09/2024 - Gestion des déchets inertes	AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
7	Suite visite 24/09/2024 - Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite visite 24/09/2024 - Suivi des installations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
9	Retombées atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite visite 24/09/2024 - Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Suite visite 24/09/2024 - Sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien qu'il soit à noter que le site a été réaménagé dans le cadre de l'exploitation de la carrière depuis la dernière visite d'inspection, il est rappelé à l'exploitant son obligation de réaliser les suivis et surveillances réglementaires conformément à la réglementation applicable à son installation et notamment le respect de l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 janvier 2009 ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif à l'exploitation de carrières. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé en ce sens à monsieur le préfet de la Sarthe pour ce qui concerne la réalisation de la surveillance des émissions sonores et de poussières dans l'environnement conformément aux articles 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 03/06/2009 et 19.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Il est également rappelé à l'exploitant que les constats mentionnés dans les rapports d'inspection appelant des actions correctives et/ou de justifications du respect de la réglementation doivent faire l'objet de retour écrit à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite 18/10/2022 - Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2015, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Coordination de la remise en état
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite qui avait été actée : demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques de la phase 2 de remise en état (2019 - 2024):</p> <p>-remblaiement et remise en état suivant la progression de l'exploitation vers le Sud de l'emprise du projet.</p> <p>-remise en état coordonnée, comblement des dépressions pour se rapprocher du profil naturel initial.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 18/10/2022</u></p> <p>Lors de la visite réalisée le 18 octobre 2022, l'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'il y avait très peu d'activité d'extraction et qu'il réceptionnait très peu de déchets. La carrière étant peu utilisée, la végétation a envahi les zones potentiellement remises en état.</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de suivre le phasage d'exploitation de l'autorisation d'exploiter. IL avait été rappelé que toute modification de l'exploitation de l'installation doit être porté à la connaissance de Monsieur le préfet avec les éléments d'appréciation nécessaires (cf. article R.181-46 du code de l'environnement).</p> <p><u>Constat du 12 janvier 2026</u></p> <p>Depuis la dernière inspection, le site a été aménagé pour son exploitation (pistes, merlons, stocks, zone d'extraction...). Les déchets à valoriser ont été traités.</p> <p>Cependant le phasage d'exploitation a pris beaucoup de retard par rapport au phasage initialement prévu à l'article 2.4.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2009. L'échéance d'autorisation est prévue en 2029, l'exploitant projette un renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué en 2022, il y a lieu de transmettre un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement en vue de mettre à jour le phasage d'exploitation pour les phases restantes de l'autorisation d'exploiter. Cela permettra également de justifier la demande de renouvellement qui sera faite avant l'échéance d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite visite 24/09/2024 - Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Information du public

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/11/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Constats :

Retour sur la visite du 24/09/2024

Lors de la visite du 24/09/2024, un manque de lisibilité et une végétation abondante avaient été constatés empêchant la bonne lecture des informations sur le panneau réglementaire à l'entrée du site.

Il avait été demandé à l'exploitant de procéder à l'élagage des quelques arbres venant encombrer le panneau d'informations et de veiller à l'entretien de celui-ci.

Constat du 12/01/2026

Le panneau est dégagé et rendu lisible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite visite 24/09/2024 - Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.3

Thème(s) : Autre, Voies de circulation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024

Prescription contrôlée :

<p>Les voies de circulation internes à l'établissement sont aménagées et dimensionnées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler.</p> <p>Les accès aux installations sont aménagés de façon à éviter de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des secours. Notamment, afin de faciliter, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie doit permettre l'accès à l'installation de traitement sur tout son périmètre.</p> <p>Pendant les horaires d'ouverture de la carrière, les aires de stationnement internes doivent être suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules.</p> <p>La vitesse de circulation est limitée à 15 km/h à l'intérieur de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/09/2022</u></p> <p>À l'issue de l'inspection conduite le 18 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de signaler la limitation de vitesse à 15 km/h sur le site et de l'indiquer sur le panneau à l'entrée du site.</p> <p>Lors de l'inspection du 24/09/2024, il avait été constaté que la limitation de vitesse à 15 km/h n'avait pas été mise en place sur le site. Il avait été demandé à l'exploitant d'installer une signalisation de circulation limitée à 15 km/h sur le site et de mettre à jour cette limitation de vitesse sur le panneau d'indication situé à l'entrée du site.</p> <p><u>Constat du 12/01/2026</u></p> <p>La limitation à 15km/h est affichée sur le panneau à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite visite du 24/09/2024 - Émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 3.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser tous les trois ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/09/2024</u></p> <p>A l'issue de la visite conduite le 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant d'effectuer les mesures des émissions sonores dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009, préférentiellement lors de campagnes de concassage. Lors de la visite réalisée le 24/09/2024, l'inspection avait constaté que les mesures de bruit dans l'environnement n'étaient toujours pas réalisées. Il avait été demandé à l'exploitant de faire réaliser une campagne de mesure de bruit dans l'environnement lors d'une campagne de concassage des matériaux et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.</p>

Constat du 12/01/2026

L'exploitant indique que la mesure de bruit n'a pas été réalisée du fait de la faible activité sur le site et de l'environnement de la carrière en forêt. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation à se conformer aux obligations réglementaires de réaliser la surveillance des émissions sonores de ses installations conformément à l'article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/06/2009. Dans la mesure à cette non-conformité est récurrente et que l'exploitant n'a pas engagé les mesures permettant un retour à la conformité, l'inspection propose, en annexe du présent rapport, un projet d'arrêté de mise en demeure de réaliser la surveillance des émissions sonores de son installation en application de l'article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/06/2009.

Il est à noter que les surveillances environnementales et la démonstration de respect des seuils en vigueur sont aussi des éléments essentiels d'un dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Faire réaliser une campagne de mesure de bruit dans l'environnement conformément à l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2009.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois**N° 5 : Suite visite du 24/09/2024 - Gestion des déchets d'extraction****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/09/2024</u></p> <p>Lors de la visite du 24/09/2024, il avait été constaté que le site est très peu exploité (1 journée d'exploitation déclarée pour 2023 avec environs 50 tonnes de matériaux extraits). Le site était peu à peu envahi par la végétation y compris la zone de stockage des stériles de production.</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de gestion des déchets en cohérence avec l'exploitation du site.</p> <p><u>Constat du 12/01/2026</u></p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°1, le site a été aménagé pour être exploité (pistes réalisées, merlons réalisés, zone de stockage et zone d'extraction distinctes). Les matériaux valorisables stockés sur le site ont été concassés en 2025. Il n'y a pas eu d'accueil de nouveaux matériaux valorisables en 2025. Il reste un stock de matériaux brut à concasser (évacuation prévue en 2026).</p> <p>L'exploitant présente le plan d'exploitation matérialisant les zones de stockage matériaux et des déchets.</p> <p>Le dernier plan de gestion de déchet fourni date du 17/05/2022, il est valable jusqu'en 2027 mais au vu des aménagements récents réalisé sur le site, il y a lieu de le mettre à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à jour le plan de gestion de déchets de façon cohérente avec l'exploitation du site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Suite visite du 24/09/2024 - Gestion des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2015, article 3 § 11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Registre d'admission</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/09/2024</u></p> <p>A l'issue de l'inspection du 18 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place puis tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés les provenances, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et les noms des transporteurs ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux si nécessaire) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Lors de la visite de 2024, le registre déchets n'avait pas pu être consulté. Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un extrait du registre déchets mis en place (2023/2024).</p> <p><u>Constat du 12/01/2026</u></p> <p>Le registre déchet 2025 ne fait pas apparaître les codes déchets (cf liste de codification des déchets - Annexe II de l'article R. 541-8 du CE).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tenir à jour le registre déchet mis en place en veillant à indiquer les éléments mentionnés à l'article 3 § 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 avril 2015 et la codification des déchets associée au titre de la nomenclature déchets (cf liste de codification des déchets - Annexe II de l'article R. 541-8 du CE). • Transmettre à l'inspection le registre déchet du 1^{er} trimestre 2026
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Suite visite 24/09/2024 - Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2009, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public.</p> <p>En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des</p>

bassins de décantation et des installations de traitement. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé. Les entrées du site sont équipés de portails, maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.
Constats : <u>Retour sur la visite du 24/09/2024</u> Lors de la visite sur site, l'inspection avait constaté que la clôture séparant le site du domaine public a été coupée à plusieurs endroits au sud du site. Un accès piéton était ainsi rendu possible. En séance, l'exploitant avait procédé aux premières réparations. Il avait été noté qu'un panneau interdisant l'accès au site est présent à l'entrée du site. <u>Constat du 12/01/2026</u> Le site est correctement clôturé. Un chemin pédestre longe le site dans la forêt. Il paraît opportun d'y ajouter des panneaux danger carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Installer des pancartes indiquant le danger au niveau du chemin à proximité du périmètre clôturé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite visite 24/09/2024 - Suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : <u>Retour sur la visite du 24/09/2024</u>

Le plan d'exploitation présenté lors de l'inspection du 24/09/2024 n'était pas légendé et ne comportait pas l'ensemble des éléments prescrits à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Constat du 12/01/2026

Le plan d'exploitation présenté en séance (daté du 10/12/2025) ne fait pas apparaître le rayon de 50 mètre autour de l'ensemble du site. Les zones de remise en état sont à indiquer. Il n'est pas légendé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Mentionner sur le plan d'exploitation, l'ensemble des éléments prescrits par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
- Légender le plan d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des retombées de poussières dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne pas réaliser de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement en indiquant la faible activité et l'environnement forestier de la carrière.

L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation à se conformer à la réglementation en vigueur en ce qui concerne la carrière qu'il exploite et notamment la surveillance des retombées atmosphériques autour de la carrière. L'inspection propose, en annexe du présent rapport, un projet d'arrêté de mise en demeure de réaliser la surveillance des émissions de poussières dans l'environnement conformément à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Ces éléments de surveillance constituent aussi des éléments essentiels dans la réalisation de la future demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire réaliser les campagnes de surveillance d'émissions atmosphériques conformément à l'article

19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois